

Louis GENTIL,
adjoint à la Faculté des Sciences
de l'Université de Paris.

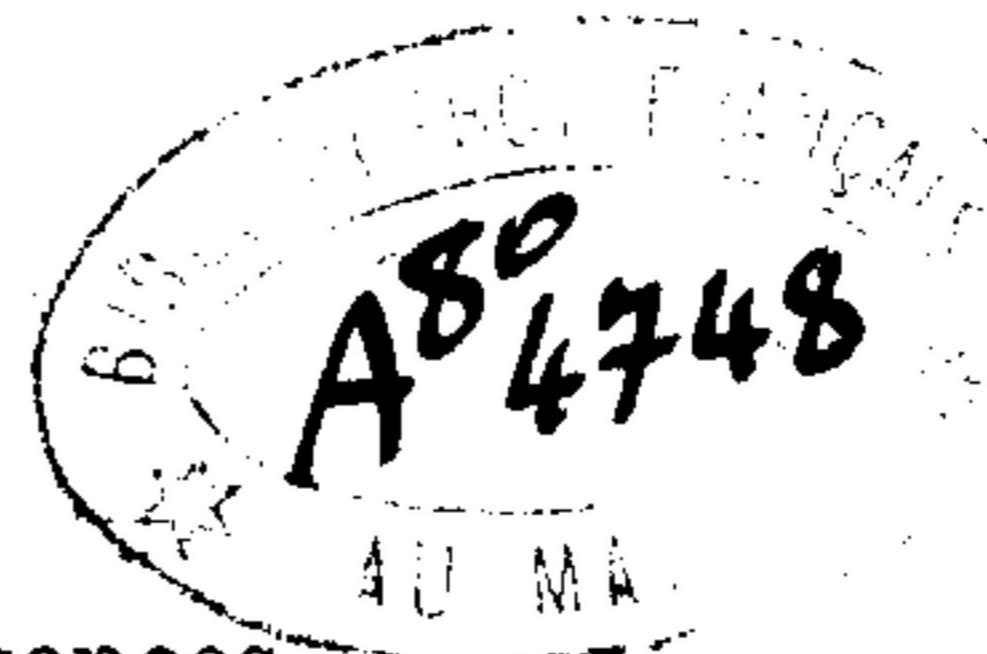
a M^r le Jan^{vier} ayant
long report. et très respectueusement administré

en fait

LE MAROC

SON PASSÉ — SON AVENIR

CONFÉRENCE FAITE A CLERMONT-FERRAND LE 23 FÉVRIER 1918



Extrait du volume des Conférences

de l'Association Française pour l'Avancement des Sciences

ANNÉE 1918

10005588

PARIS
SÉCRÉTARIAT DE L'ASSOCIATION.
(Hôtel des Sociétés Savantes)
28, RUE SERPENTE

CONFÉRENCE FAITE A CLERMONT-FERRAND

SAMEDI 23 FÉVRIER 1918

La séance s'est tenue à 20 heures, dans le grand amphithéâtre de la Faculté des Lettres, sous la présidence de M. GLANGEAUD, Professeur à la Faculté des Sciences de Clermont.

ALLOCUTION DE M. PH. GLANGEAUD

MESDAMES, MESSIEURS,

En ouvrant cette séance, je tiens tout d'abord à remercier le nombreux auditoire qui nous a fait l'honneur d'accepter l'invitation de l'Association Française pour l'Avancement des Sciences, notamment M. le Préfet, M. le Recteur Causeret, M. le Général Dantant commandant la 13^e région, MM. Mathias et Audollent, doyens des Facultés des Sciences et des Lettres, tous mes collègues et toutes les personnalités de Clermont-Ferrand qui remplissent cette salle.

Nos remerciements vont aussi à l'Association Française pour l'Avancement des Sciences qui porte si allègrement ses quarante-six années d'existence, et qui a tenu deux de ses congrès annuels à Clermont.

Beaucoup d'entre vous se rappellent, sans doute, celui, particulièrement brillant, qui eut lieu en août 1910, où nous entendîmes la grande voix de l'illustre et regretté chimiste anglais Sir William Ramsay, qui a tant lutté, dans son pays, au début des hostilités, pour faire déclarer le coton contrebande de guerre.

Depuis 1916, sous l'initiative de son actif et éminent secrétaire général, le docteur Desgrez, professeur à la Faculté de Médecine de Paris, l'Association Française pour l'Avancement des Sciences a rendu de nouveaux services au pays en faisant traiter, à Paris et dans des grandes villes, quelques-uns des principaux problèmes qui intéressent le plus l'avenir de notre patrie.

L'un de ces problèmes a trait à notre nouvelle colonie africaine, à ce pays neuf, qui, à peine conquis, nous a montré son amour et son attachement en nous envoyant un grand nombre de ses vaillants enfants pour nous défendre contre des misérables, qui après

avoir annexé Dieu, le vilain dieu boche, ne rêvaient pas moins que de nous réduire en esclavage.

Nul n'était plus qualifié pour nous parler du Maroc, demeuré si longtemps fermé à la civilisation européenne avant l'établissement de notre protectorat, que mon ami, M. Louis Gentil, professeur à la Sorbonne, car depuis treize ans il n'a cessé d'explorer l'Empire chérifien, montrant une fois de plus que la pénétration militaire gagne beaucoup d'être précédée de la pénétration scientifique.

M. Gentil a parcouru le Maghreb alors qu'il y avait grand péril à le faire, parfois avec sa vaillante femme. Dans ces conditions, et suivant les traces des Hooker, Ch. de Foucauld, Joseph Thomson, marquis de Segonzac, etc., il a pu étudier successivement les différentes parties du Maroc, notamment la trouée de Taza, puis cette grande région montagneuse, peu connue avant lui, le Haut Atlas, dont les hauteurs atteignent 4.000 mètres, le Moyen Atlas, l'Anti-Atlas, les plateaux du Draa et du Tafilet, puis la riche Meseta marocaine, comparable, d'après lui, à la Meseta espagnole et à notre Massif Central français. M. Gentil nous a fait connaître ses belles découvertes qui ont intéressé non seulement les géologues, mais aussi les géographes, les économistes et le monde militaire, car il a été souvent obligé de faire des levés de terrain là où il n'existe aucune carte ou que des cartes rudimentaires.

Il a exploré aussi le grand massif volcanique du Siroua, ce nœud hydrographique de premier ordre entre le Haut Atlas et l'Anti-Atlas ; la chaîne du Rif, qui se prolonge par le Cordillère Bétique, et montré que le détroit de Gibraltar, de date relativement récente, n'avait été ouvert qu'après la fermeture d'un détroit Sud-rifain, suivant les vallées de la Mlouya et de l'oued Sebou.

Les résultats importants des études de M. Gentil ont fait davantage apparaître cette vérité que tout géographe devrait être doublé d'un géologue, pour comprendre, non seulement l'architecture, mais aussi l'économie d'un pays. N'est-ce pas l'un d'eux, et non l'un des moindres, qui disait avec humour : « La plus grande découverte faite par les géographes, dans ces cinquante dernières années, c'est la géologie. »

Dans ses recherches, M. Gentil a montré la hauteur et la diversité de son esprit. Il a été fréquemment consulté par les généraux d'Amade et Lyautey dans de multiples circonstances et, pendant la conquête, s'est tenu longtemps à l'avant-garde de nos troupes pour rechercher scientifiquement des points d'eau, si importants à connaître pour une armée en campagne et dans un tel pays.

Peu après, il publiait des données très suggestives sur les climats et les diverses terres fertiles du Maghreb. La terrible guerre que nous subissons n'a pas arrêté son activité, car il a traversé treize fois la Méditerranée depuis le début des hostilités, et il a continué ses explo-

rations orientées en partie, maintenant, vers un but essentiellement pratique : hydrologique, agricole et minier, but qui doit être celui de toute science. Elles contribueront à une mise en valeur plus rationnelle et plus efficace de notre héritage marocain.

En vous donnant la parole et en vous exprimant à l'avance tous nos meilleurs remerciements, je suis très heureux de dire, mon cher ami, que l'Association Française pour l'Avancement des Sciences m'a fait beaucoup d'honneur en me demandant de présider cette conférence d'un des meilleurs ouvriers de la colonisation marocaine, d'un grand savant, d'un bon Français.

M. LOUIS GENTIL

Professeur adjoint à la Faculté des Sciences de l'Université de Paris.

LE MAROC, SON PASSÉ, SON AVENIR

MESDAMES, MESSIEURS,

Lorsque le distingué Secrétaire général de l'Association Française pour l'Avancement des Sciences, le professeur Desgrez, m'a demandé, au nom de la Commission des Conférences, de vous entretenir du Maroc, j'ai d'abord éprouvé un profond étonnement.

Tandis que nos frères, nos fils, opposent leur vaillance à l'invasion d'un ennemi aussi rapace que cruel, que chaque jour de nouveaux deuils viennent ajouter au poids de nos tristesses, que notre esprit est tendu vers un seul but : la victoire; comment, en de telles circonstances, pouvais-je traiter, devant l'élite de la population de Clermont, d'un autre sujet que de la guerre?

Mais la réflexion succédant à la surprise, je me suis rendu compte que je pouvais vous parler du Maroc à la condition, toutefois, d'envisager le rôle de cette colonie dans la lutte qui, depuis plusieurs années, agite le monde entier.

Le Maroc, en effet, est l'un des plus admirables outils de combat. Son passé évoque toute la genèse de la guerre voulue et déchaînée par un ennemi ambitieux. Enfin, dans l'avenir, il doit contribuer à panser nos blessures, à atténuer les effets d'un cataclysme sans précédent dans l'Histoire.

* * *

Quelle est, tout d'abord, la configuration générale de notre nouvelle colonie?

Un observateur qui pourrait d'un point de l'espace embrasser d'un coup d'œil l'étendue de pays comprise entre la Méditerranée et le Sahara, la côte atlantique et les confins algériens, serait frappé de voir le Nord-Ouest africain scindé en deux massifs distincts, séparés par une large dépression : au sud l'Atlas marocain, au nord, la chaîne du Rif.

L'Atlas marocain, avec ses sommets pouvant atteindre les hautes altitudes de 4.000 mètres, forme, depuis la côte atlantique, une suite continue de reliefs qui s'élèvent d'abord pour s'abaisser ensuite vers la vallée de la Mlouya ou les régions sahariennes, dans les confins Algéro-marocains.

On s'accorde à le subdiviser en plusieurs parties :

1^o Le Haut Atlas ou Grand Atlas qui, depuis la région du cap R'ir jusqu'au Haut Guir, court avec une direction E.-N. E.-O. S.-O. Il constitue la partie la plus saillante du système orographique du Maghreb. Ses cimes élevées, le djebel Tamjout, le djebel Likoumt et l'Ari Aïach atteignent des hauteurs voisines de 4.000 mètres.

2^o L'Anti-Atlas forme un rameau se détachant du Haut Atlas au djebel Siroua (3.300 mètres environ), à peu près aux deux tiers de sa longueur en partant de l'Algérie. Cette chaîne, de plus en plus basse, va s'épanouir vers la côte atlantique, dans le Tazeroualt.

3^o Le Moyen Atlas, dont le culminant paraît être au djebel Bou Iblal, se développe au nord du Haut Atlas avec une direction générale sensiblement N.-E. S.-O. Sa jonction avec le Haut Atlas se fait, entre les sources de la Mlouya et Demnat, dans des conditions encore imprécises. Il vient mourir entre Taza et la Moyenne Mlouya.

Ces grandes rides montagneuses séparent de vastes étendues de plateaux et de plaines dont la plus importante, comprise entre le Haut Atlas occidental, le Moyen Atlas et le R'arb, est brusquement limitée à la côte atlantique. Cette région, très basse dans la zone littorale, comprend notamment les pays des Chaouïa et des Zaër, des Doukkala et des Abda, ainsi que le Haouz de Marrakech : c'est ce que nous avons désigné sous le nom de *Meseta marocaine*.

Les collines des Djebilet isolent, dans cette région de plateaux, la plaine du Haouz qui s'étend au nord du Haut Atlas, depuis Demnat jusqu'au voisinage de la mer et qui est caractérisée, dans sa partie occidentale, par la fréquence des *gour*.

Plus au sud, le pays du Sous est enserré entre le Haut Atlas occidental et l'Anti-Atlas, tandis que toute la chaîne de l'Atlas domine

une région de plateaux et de plaines, dans le Draa ou le Tafilelt. La monotonie des *gour* et des grandes nappes alluvionnaires y est, parfois, rompue par des collines très étroites, mais pouvant s'étendre sur des centaines de kilomètres, comme celle du djebel Bani.

Dans l'est, les confins Algéro-marocains comprennent, encadrées entre les ramifications les plus orientales du Haut Atlas et du Moyen Atlas, d'immenses étendues de plateaux, généralement appelés *gada* (*gada* de Debdou, de Berguent, du Rekkam, etc.) ou de plaines alluvionnaires couvertes de chotts, parmi lesquels le chott R'arbi.

Le Rif, ou Petit Atlas de Ptolémée, tire son nom de la province montagneuse d'Er Rif. On désigne généralement ainsi la chaîne côtière qui, depuis la presqu'île des Guelaïa (Ras Ouark), encadre, au sud, la Méditerranée occidentale jusqu'au détroit de Gibraltar. Elle décrit une courbe assez régulière jusqu'au djebel Moussa ou deuxième colonne d'Hercule.

Le Rif constitue, avec le Moyen Atlas, l'une des parties les moins connues du Maroc. Il s'élève, depuis le cap des Trois Fourches jusqu'au djebel Tiziren, à près de 2.500 mètres, pour s'incliner ensuite jusqu'au Mont aux Singes (djebel Moussa) qui domine Ceuta, à l'entrée du détroit.

Il est séparé du Moyen Atlas par la dépression du détroit Sud-Rifain qui offre son maximum de rétrécissement à la « Trouée de Taza ».

Cette dépression, autrefois occupée par un bras de mer, précurseur du détroit de Gibraltar, est aujourd'hui comblée par les sédiments tertiaires ; elle s'élargit, vers l'ouest, entre Rabat et Arzila pour former les plaines du R'arb ; vers l'est, dans la région de la Moyenne Mlouya et des Angad.

Le Rif est peu connu. Il existe une dissymétrie de la chaîne qui, plus ou moins abrupte sur son versant méditerranéen, s'étale en pente douce sur le versant opposé. Ainsi s'explique la forme de la côte, déchiquetée en un grand nombre de promontoires qui sont séparés par de profondes vallées sillonnées par des torrents.

Le réseau hydrographique du Maroc diffère de celui du reste de l'Afrique du Nord en ce qu'il comprend des cours d'eau importants, véritables fleuves alimentés en partie, durant la saison sèche, par la fonte des neiges des régions élevées. Les plus remarquables d'entre eux sont généralement encadrés par les principales chaînes de montagnes.

La Mlouya prend naissance à la jonction du Moyen Atlas et du Haut Atlas. Elle coule d'abord (Haute Mlouya) dans une vallée profonde qui sépare ces deux grandes chaînes, puis côtoie la première avant de pénétrer dans la région tertiaire du détroit Sud-Rifain (Moyenne Mlouya). Elle va se jeter dans la Méditerranée (Basse Mlouya)

non loin de la frontière algérienne après avoir franchi, dans des gorges profondes, les rides des Beni Snassen et des Beni Bou Yahi.

L'oued Sebou passe auprès de Fez, capitale du Nord. Il développe son réseau sur le flanc septentrional du Moyen Atlas à travers la Meseta marocaine, ainsi que sur le revers méridional du Rif. Il se jette dans l'Océan à Mehdiya, au nord de Rabat ; c'est le seul cours d'eau navigable.

L'Oum er Rbëa descend du Moyen Atlas et l'un de ses affluents les plus importants, l'oued el Abid, coule dans une vallée profonde vers la jonction de cette chaîne et le Haut Atlas. Ce fleuve débouche dans l'Océan à Azemmour après avoir traversé la Meseta marocaine dans une vallée encaissée.

L'oued Tensift, en partie alimenté par les neiges du Haut Atlas, descend du flanc septentrional de cette chaîne et sillonne la grande plaine du Haouz côtoyant, au nord, les collines des Djebilet. Il passe non loin de Marrakech, capitale du sud, et a son embouchure entre Safi et Mogador.

Au sud du Haut Atlas coule l'oued Sous dont le réseau hydrographique se développe dans la grande dépression enserrée par le Haut Atlas occidental et l'Anti-Atlas ; il prend sa source au pied occidental du massif du Siroua et se jette à la mer, non loin d'Agadir, après avoir baigné la ville de Taroudant.

L'oued Draa est formé de la réunion de deux affluents principaux : l'oued Iriri, qui a son origine sur le flanc oriental du djebel Siroua, et l'oued Dadès, qui descend du flanc sud du Haut Atlas.

Après la jonction de ces deux oueds, près de Ouarzazat, le Draa traverse le djebel Sar'ro et forme, au sud de Tamgrout, un brusque coude pour se développer dans la région septentrionale du plateau saharien. Il se jette dans l'océan Atlantique auprès du cap Noun.

Enfin des rivières sans issue, l'oued R'ris, l'oued Ziz, l'oued Zousfana (oued Saoura), descendant du Haut Atlas oriental ou du massif des Ksour, coulant vers les régions sahariennes pour aboutir à de grands bassins fermés.

Dans l'Océan se jettent, entre les cours d'eau que nous avons énumérés, de nombreux petits fleuves côtiers dont les plus importants sont : l'oued Noun, qui longe l'Anti-Atlas et débouche au nord du cap Noun, en passant par la capitale du Tazeroulat, Goulimin ; l'oued Bou Regreg, qui se jette à la mer entre Rabat et Salé et, descend sous le nom d'oued Grou, des contreforts septentrionaux du Moyen Atlas.

* * *

Il faut remonter bien loin, dans le passé des temps historiques, pour avoir les premières données sur la géographie du Maroc.

Déjà onze siècles avant l'ère chrétienne, les Phéniciens, peuple de marchands et de navigateurs, débordaient la mer intérieure entre les colonnes d'Hercule, installaient des comptoirs sur les côtes d'Ibérie, notamment à Cadix, débarquaient au Maroc occidental où ils entraient en relation avec les nègres du Soudan. Il ne reste rien d'écrit sur leurs voyages, mais le nom d'Atlas semble dériver du mot adrар, colporté par eux et adouci dans la bouche des Grecs. On sait que, par ce mot, les Berbères désignent la grande montagne.

Carthage étendit ses provinces sur toute l'Afrique du Nord ; un amiral carthaginois tenta autour du continent noir un voyage resté célèbre sous le nom de Péripole d'Hannon, mais qui n'est en réalité qu'un raid effectué jusqu'à Sierra-Leone, sur la côte occidentale africaine.

Les Grecs ignoraient la Méditerranée occidentale parcourue par les Phéniciens. Pour Homère, l'Afrique était la Libye habitée par les Ethiopiens et le détroit de Gibraltar était la source de l'Océan, ce « fleuve mystérieux qui entourait la terre ».

Mais les progrès accomplis dans la navigation et les sciences astronomiques permirent aux Grecs d'étendre peu à peu leurs connaissances géographiques, résumées sur la Mappemonde d'Hécataée (500 ans avant Jésus-Christ). Pour la première fois, on voit figurer une chaîne, l'Atlas, au sud de laquelle vivent les Atlantes. En l'an 220, Eratosthène, Hipparche font paraître les premières projections géométriques ; mais la mesure de l'arc du méridien d'Eratosthène, qui était assez approximative, est diminuée d'un tiers par Posidonius et cette évaluation, admise plus tard par Ptolémée, aura, pendant longtemps, une fâcheuse influence sur la cartographie ancienne.

Après la chute de Carthage, les Romains occupèrent le Maroc sous le nom de Mauritanie tingitane. Mais leurs cartes, dressées par les *mensores*, techniciens comparables à nos anciens ingénieurs militaires, ont été perdues. Parmi les expéditions romaines, on peut citer l'exploration entreprise par Polybe (145 ans avant Jésus-Christ) et, plus tard (42 ans avant Jésus-Christ), l'expédition de Suetonius Paulinus, qui s'avança à travers l'Atlas vers les sources de la Malua (Mlouya), reconnut le Guir qui, par suite de la notation vicieuse de Ptolémée, fut reporté beaucoup plus au sud et confondu avec le Niger, qui se jette dans le golfe de Guinée.

L'atlas de Ptolémée est le premier que nous aient laissé les cartographes anciens. Bien que le manuscrit fût égaré, il nous est connu par des copies et des traductions des géographes arabes ; mais la première édition latine ne parut que très tard, au début du xv^e siècle, à Florence.

Ptolémée a dressé, d'après tous les documents existants, des tables où il transformait, en positions fixées par la longitude et la latitude,

les éléments d'itinéraires connus. Malheureusement, cette œuvre si remarquable est entachée de grosses erreurs à cause du manque d'esprit critique de son auteur qui lui faisait accepter des documents de valeur très inégale. De plus, le géographe alexandrin adopta pour la longueur de l'arc du méridien le chiffre trouvé par Posidonius, si éloigné de la réalité. Il en est résulté des déformations extraordinaires de ses cartes ; c'est ainsi que la Méditerranée est plus longue d'un tiers de ce qu'elle est en vérité.

Ces erreurs de la cartographie ptoléméenne ont pesé sur la géographie jusqu'à la fin du XVII^e siècle. Quoi qu'il en soit, l'image que Ptolémée nous a donnée du Nord-Ouest africain rappelle fidèlement l'état des connaissances de son temps sur cette partie du continent noir.

Cette époque est suivie d'une période de stagnation, puis de décadence. Au moyen âge, on revient aux conceptions anciennes, on nie la sphéricité de la terre, on donne au monde des images bizarres parsemées de monstres....

Mais à côté de ces productions fantaisistes se préparent des cartes déjà précises, grâce aux portulans ou routiers des navigateurs italiens et catalans du XIV^e siècle. Par l'usage de la boussole, d'importation arabe, et par un sentiment très juste de l'évaluation des distances, ces marins étaient parvenus, en juxtaposant sur parchemin leur nombreux itinéraires, à donner à la Méditerranée une image très précise.

Les plus anciens de ces portulans sont ceux de Visconti (1331) et de Dulcéri (1339) dont s'est inspirée la carte catalane probablement due au Juif Cresques, des Baléares (1375). La chaîne de l'Atlas y est figurée, coupée par une brèche appelée la porte de Dera : c'est sans doute le col de Telouet qui fait communiquer la région atlantique avec le Sahara.

Les géographes arabes, imbus des œuvres de Ptolémée, font faire un pas à la géographie du Maghreb. On peut citer parmi eux Ibn Haukal (X^e siècle), El Bekri (XI^e siècle), Ibn Saïd (XIII^e siècle), Ibn Batouta (XIV^e siècle). Mais deux grands noms s'élèvent au-dessus des autres, ceux d'Edrisi et d'Aboulféda. Malheureusement, l'élément descriptif et historique domine dans leurs œuvres ; quant à leurs cartes, ce sont des images informes, bien en retard sur celles de Ptolémée.

La renaissance géographique des XV^e et XVI^e siècles se fait sentir en Allemagne, à Nuremberg et en Flandre, vers la fin du XVI^e siècle, avec l'école d'Ortelius et de Mercator. Grâce à l'influence des portulans, le tracé des côtes est bien supérieur à celui de Ptolémée ; de plus, les cartes de cette époque fourmillent de renseignements tirés des géographes arabes, notamment d'Edrisi et de Léon l'Africain, ainsi que de l'historien espagnol Marmol ; elles montrent toute l'incertitude des connaissances géographiques sur le Maghreb.

Mais voici que les progrès de la science, notamment de l'astronomie, vont renouveler la cartographie ancienne au XVII^e siècle. Le télescope est inventé, Galilée vient de découvrir les « lunes » qui gravitent autour de Jupiter, et Cassini publie les tables des éclipses de ces satellites. La mesure de l'arc du méridien, tentée entre Paris et Amiens par Fernel, est réalisée avec toute la rigueur scientifique par Jean Picard.

On se rend compte alors des erreurs énormes qu'il faut corriger et c'est à un Français, Guillaume Delisle, que revient l'honneur de cette réforme radicale. Ses cartes de 1700 donnent une image de la terre dont toutes les parties sont réduites à leurs justes proportions. L'erreur de Ptolémée, qui allongeait la Méditerranée d'un tiers, a vécu.

On voit pour la première fois la carte du Maroc prendre figure : l'oued Draa et l'oued Sous sont à leur place, l'Atlas a sa véritable direction, l'oasis du Tafilelt est exactement située entre le Draa et l'oued Ziz, etc.

Un nom célèbre devait bientôt éclipser celui du grand réformateur. Les travaux de Bourguignon d'Anville, par suite de la sagacité de leur auteur, de la pénétration d'esprit et du discernement qu'il montre dans le dépouillement des données accumulées dans les tables géographiques, réalisent un grand progrès sur ceux de son devancier.

Entre la mappemonde de Guillaume Delisle (1723) et celle de Bourguignon d'Anville (1761), il y a une différence énorme; et cependant les matériaux utilisés ont été à peu près les mêmes.

Si l'on rapproche les cartes du Nord-Ouest africain de ces deux auteurs, on constate que celle de Bourguignon d'Anville paraît vide. Et il en est ainsi de toute l'Afrique de d'Anville, ce géographe célèbre ayant fait table rase, dans l'établissement de ses cartes, de toutes les erreurs transmises par la tradition.

L'Afrique nous apparaît alors comme à peu près inconnue, et il en sera longtemps ainsi, jusqu'au jour où des explorateurs modernes nous auront fait connaître le continent noir.

On sait la grande part qui revient à la France dans cette épopée africaine.

Le Maghreb a été, au moyen âge, l'un des pays les mieux connus du monde, grâce à la documentation des géographes arabes ; mais cette période héroïque a été suivie d'une longue stagnation par suite de l'opposition des musulmans à toute pénétration chrétienne. Il en résulte que, tandis que la cartographie progressait rapidement partout ailleurs dans le bassin méditerranéen, grâce aux moyens perfectionnés mis à la disposition des topographes dès le XVIII^e siècle, le Maroc nous apparaissait, au siècle dernier, comme relativement inconnu ; et cependant de hardis explorateurs dirigeaient de ce côté leurs efforts dès l'année 1800.

Un consul britannique, alors installé à Agadir, James Grey Jackson, publiait un bel ouvrage avec une carte du Haut Atlas occidental et de l'Anti-Atlas.

Puis, un célèbre voyageur, Badia, parcourait le Maghreb, de 1803 à 1806, sous le costume musulman et en prenant le nom d'Ali Bey el Abassi. Après avoir traversé le pays de Tanger à Fez, longé la côte jusqu'à Azemmour et atteint Marrakech, il revint à la capitale du Nord d'où il gagna Oujda par Taza. Il fit faire à la cartographie du Maroc un grand progrès par ses itinéraires et ses positions astronomiques. Jusqu'à lui, on croyait que l'Atlas, parti du sud, aboutissait au nord au djebel Moussa ou deuxième colonne d'Hercule ; Badia fut, au contraire, frappé de ce fait qu'un large sillon séparait l'Atlas du Rif, considéré désormais comme une chaîne distincte.

L'occupation de l'Algérie par la France, en 1830, provoque un essor de la cartographie du Nord de l'Afrique qui s'étend jusqu'au Maghreb. Puis, la conférence de Madrid, en facilitant le séjour des Européens au Maroc, ouvre une ère nouvelle à partir de 1860.

Les voyages de l'explorateur allemand Gerhardt Rohlfs à travers l'Atlas et le Tafilelt (1862-64), les travaux de la mission anglaise Hooker et Ball dans l'Atlas de Marrakech (1871), le raid de l'explorateur allemand Oskar Lenz, de Tanger à Tombouctou par le Sous et le Draa, inaugurent cette nouvelle période. Parmi ces travaux, ceux de la mission anglaise s'élèvent au-dessus des autres. C'est au cours de ce voyage que Hooker vit, d'un sommet élevé du Haut Atlas, se profiler vers le sud une chaîne basse à laquelle il a donné le nom d'Anti-Atlas, par suite d'une analogie supposée avec l'Anti-Liban.

C'est aux années 1883-1884 que remontent les voyages du vicomte Charles de Foucauld. Ses mémorables reconnaissances marquent une époque dans l'exploration marocaine.

Et l'on ne sait ce qu'il faut le plus admirer dans son œuvre, du soin et de la précision avec lesquels il a relevé ses itinéraires ou de la riche documentation sociologique dont il a embelli son texte. Il semble bien, qu'à ce dernier point de vue, sa tâche ait été facilitée par le costume de rabbin qu'il avait revêtu ; car s'il est difficile d'informer auprès des Musulmans sans éveiller leur méfiance, il n'en est pas de même auprès des Juifs.

Une mission militaire française a été créée en 1877 auprès du sultan Moulay Hassan. Grâce à elle, les capitaines Erckmann, Le Vallois, Thomas, le commandant de Breuille traversent des régions inexplorées et en rapportent d'intéressants itinéraires topographiques.

Puis, la mission anglaise de Joseph Thomson (1888), consacrée au Sud-marocain, apporte du flanc septentrional du Haut Atlas de Marrakech de précieux documents, une carte hypsométrique et le premier essai de carte géologique.

Les voyages de La Martinière ont surtout un intérêt archéologique ; ce voyageur pousse une pointe dans le Sous et il renouvelle par Taza la mémorable traversée de Badia entre Fez et Oujda.

Depuis le début de notre siècle, les explorations se précipitent.

On a fait quelque bruit autour des voyages en pays makhzen d'un géographe allemand, Theobald Fischer, qui s'était fait une spécialité de l'étude du bassin de la Méditerranée. Mais ses travaux, que l'on peut dire corrects, ne brillent ni par l'originalité des vues ni par les interprétations.

A la même époque, le Dr Weisgerber entreprenait une suite d'explorations fort instructives dont il réunissait les résultats en un beau volume. Le capitaine Larras, attaché à la mission militaire, faisait en bled makhzen une série de levés de reconnaissance à grande échelle qui, publiés par le Service géographique de l'armée, ont été plus tard d'un grand secours aux troupes d'occupation. Puis le marquis de Segonzac effectuait ses beaux voyages ; l'audacieux explorateur n'hésitait pas à affronter les régions inhospitalières du bled es Siba. Ses traversées du Rif et du Moyen Atlas, son ascension de l'Ari Aïachi, l'un des culminants du Haut Atlas, lui permettaient de rapporter de précieux documents et il nous faisait connaître, en un style coloré, ses multiples impressions sur des régions à peu près inconnues.

Depuis l'accord franco-anglais de 1904 et malgré le souffle d'agitation qui a passé sur ce pays au cours des dernières années, un grand effort provoqué par le Comité du Maroc a été réalisé par la science française. Le marquis de Segonzac m'offrait l'occasion d'aborder les régions montagneuses de l'Atlas et, depuis, ce pays musulman n'a cessé d'occuper la plus grande partie de mon activité.

Le général Lyautey avait déjà, par une méthode aussi habile que personnelle, étendu la paix française à de vastes territoires dans la zone Algéro-marocaine, créé un véritable service topographique à Aïn-Sefra, réuni des collections grâce à l'accueil bienveillant qu'il réserve à tous ceux qui s'intéressent à la science, lorsque les événements graves de l'assassinat du docteur Mauchamp à Marrakech, du massacre des ouvriers du port de Casablanca préludèrent à l'avènement de notre protectorat : Oujda était occupée, nos troupes débarquaient en Chaouïa.

L'ère des explorations était close. Nous sommes aujourd'hui en possession de documents topographiques qui permettent de nous faire une idée assez exacte de la configuration du Maghreb. Les levés réguliers du Service géographique de l'armée, complétés par les itinéraires d'explorateurs dans certaines régions non encore soumises, nous donnent actuellement une image assez nette du Maroc sur la carte du bassin méditerranéen.

* * *

Le Maroc a toujours été un mauvais voisin pour l'Algérie.

Déjà, après la prise d'Alger, le sultan Abd er Rahman voulut nous devancer en Oranie : nous occupâmes Oran et il dut renoncer à Tlemcen.

Le traité de la Tafna écartait pour un temps le Maroc, tout en reconnaissant à l'émir Abd-el-Kader des droits sur la plus grande partie de l'Algérie occidentale. Mais celui-ci fut, moralement d'abord, soutenu par le sultan et, à la bataille d'Isly qui se déroulait dans les parages d'Oujda, en 1844, le maréchal Bugeaud avait devant lui, non seulement les partisans de l'émir, mais encore les troupes chérifiennes. Le traité de Lalla Mar'nia (1845) impliquait le tracé d'une frontière précise jusqu'au Teniet es Sassi, à la limite des régions désertiques.

Depuis, les démonstrations de xénophobie des Marocains se sont toujours manifestées.

En 1851, les Anglais bombardaiient Salé, ce qui amena un peu plus tard le sultan à signer le traité (1856) qui reconnaissait le principe de la liberté des transactions dont nous devions profiter parce que celui de Lalla Mar'nia nous avait accordé le traitement de la nation la plus favorisée.

Les incursions marocaines sur notre territoire n'en continuèrent pas moins : l'une d'elle décida l'expédition du général de Martimprey chez les Beni Snassen (1859) et l'Espagne, attaquée dans ses présides, entreprit celle de Tétouan (1859) qui lui fit reconnaître des avantages.

L'influence de l'Angleterre allait croissant depuis 1856. Cette puissance trouvait abusif le droit de protection reconnu à la France et à l'Espagne en même temps qu'à elle, et elle provoquait, en 1880, la conférence de Madrid où elle ne trouva pas les appuis sur lesquels elle comptait. La France put y maintenir ses prétentions, l'Espagne devait en profiter.

Ce fut ensuite une lutte d'influences auprès du Makhzen jusqu'à l'accord franco-anglais (8 avril 1904) qui désintéressait l'Angleterre par des avantages en Egypte et à Terre-Neuve.

Déjà la France avait entrepris, en 1900, la conquête des oasis sahariennes qui devait mettre fin au brigandage dans les régions désertiques. Après la mission scientifique Flamand, attaquée à In Sala, l'annexion du Touât était accomplie ; elle devait aboutir rapidement à la pacification du Sahara.

L'accord franco-anglais avait été précédé d'un autre accord entre la France et l'Espagne qui reconnaissait à cette dernière puissance une zone d'influence sur la côte méditerranéenne et une autre sur la côte atlantique, dans l'Extrême-Sud marocain. Et, affranchis de toutes prétentions de l'Angleterre sur le Maghreb, nous allions pouvoir

étendre les bienfaits de notre civilisation sur un pays dont l'état anarchique, par la faiblesse du sultan Abd el Aziz, avait atteint son paroxysme.

Notre premier acte fut la mission Saint René Taillandier à Fez, vers la fin de 1904. Notre ministre était chargé d'aller présenter au sultan un programme de réformes sans toucher à l'intégrité de l'empire marocain.

Mais nous avions compté sans notre plus fourbe ennemi.

Jusque-là, l'Allemagne s'était désintéressée du Maroc ou, du moins, elle ne demandait qu'à y étendre son négoce à la faveur des traités. Elle allait entrer en lice alors que rien dans son attitude passée ne le faisait prévoir.

Le chancelier allemand von Bulow avait même reconnu, à la séance du Reichstag du 12 avril 1904, que les intérêts commerciaux de l'Empire ne pouvaient que gagner à voir la France mettre de l'ordre au Maroc.

Au début de 1905, à la suite de prétentions déplacées de l'Allemagne, dans les pourparlers d'un emprunt turc, le secrétaire d'ambassade von Kuhlmann, alors chargé d'affaires à Tanger, conseilla au chancelier de venir chercher querelle à la France, au Maroc.

Ce fut le « coup de théâtre de Tanger » du 31 mars 1905. Guillaume II vint en personne manifester de sa puissance sur le sol marocain. Mais il ne se faisait pas fier, le grand empereur, car il eut bien des hésitations avant de débarquer !

Il chargea le représentant du sultan de dire à son maître que, en grand protecteur de l'Islam, il le couvrait de son autorité.

La question marocaine était rouverte, avec plus d'acuité que jamais.

Le « coup de théâtre de Tanger » était aussi le prélude de la guerre européenne. L'Allemagne venait de démasquer ses batteries ; mais par la brutalité de sa méthode elle allait provoquer un réveil du patriottisme de la France pacifique.

Le sursaut de notre dignité offensée ne tarda pas à porter ses fruits.

De fait, le Maroc a joui d'une singulière fortune dans notre histoire coloniale. Tandis que le Tonkin et la Tunisie ont soulevé les passions politiques au moment où de grands Français voulaient nous engager dans la voie de l'expansion coloniale, le Maroc n'a suscité que des adhésions dans notre pays. Et pourtant nos vues sur le Tonkin et la Tunisie étaient implicitement encouragées par la diplomatie de Bismarck qui pensait ainsi nous détourner de l'idée de revanche et nous faire oublier l'annexion de l'Alsace-Lorraine. C'était méconnaître les plus belles qualités de notre race ; c'était également favoriser le développement d'une armée extra-métropolitaine qui devait se rencontrer un jour, sur la Marne, avec la garde prussienne et rappeler à l'Humanité tout entière que, si le Français est pacifique, il est

susceptible de se montrer le premier soldat du monde lorsqu'il est injustement attaqué.

Revenons aux intrigues allemandes au Maroc. Elles ne faisaient que commencer et notre adversaire savait ce qu'il faisait en offrant au gouvernement chérifien un appui qui favoriserait sa politique de temporisation. Non pas que le Marocain ait eu plus de sympathie pour l'Allemagne que pour la France ; mais parce que les agents du Makhzen redoutaient notre intrusion dans leurs affaires, parce qu'ils savaient notre peu de goût pour la vénalité : notre domination en Algérie, notre occupation de la Tunisie, étaient là pour les édifier.

J'étais à Marrakech au moment où Guillaume II débarquait à Tanger. Je venais d'accomplir un troisième raid dans le Haut Atlas et j'allais prendre le chemin du retour après une longue absence, lorsque je fus déçu par l'impression assez vive causée sur la population indigène par l'intrusion inopinée de l'Allemagne dans notre diplomatie marocaine. Le Makhzen, aidé des agents du kaiser, avait retourné contre nous les sujets du sultan.

Nos actions baissaient ; nous n'étions pas au bout de nos peines.

Sous la menace de Guillaume II la France, qui voulait éviter la guerre, eut la faiblesse, peut-être, de déposer l'homme d'État qui avait préparé la conquête diplomatique du Maghreb ; mais elle s'est montrée sage en acceptant de « causer » avec toutes les puissances intéressées, ou qui avaient la prétention de l'être, dans les affaires du Maroc.

De même que les droits de notre pays durent être reconnus à la conférence de Madrid, en 1880, de même la « Conférence d'Algésiras », où nous proclamions le principe de la souveraineté du sultan, mettait en relief les avantages acquis par notre situation géographique et par nos traités. Du même coup, la puissance germanique commençait à sentir son isolement ; l'Italie même, son alliée, n'avait pas voulu la suivre dans ses revendications outrecuidantes.

Aux yeux du monde entier, l'Allemagne sortait de cet aéropage moralement diminuée.

Mais sa vanité ne se tint pas pour battue. N'ayant pu réussir par la discussion arbitrale à se créer des droits, elle se réservait d'agir par l'intrigue pour obtenir des avantages économiques en mettant à profit, à sa manière, le principe de la « porte ouverte » au point de vue commercial ou industriel. Elle ne devait pas tarder à nous montrer jusqu'où pouvait la conduire sa perfidie.

Un agent du Makhzen, Moulay Hafid, frère du sultan Abd el Aziz, était installé, avec le titre de vice-roi, à Marrakech. Intelligent mais fourbe, aussi lâche que cruel, il était en suspicion auprès du gouvernement chérifien qui le tenait à l'écart, loin du sultan qui habitait son palais de Fez. Moulay Hafid n'avait qu'une ambition, celle de détrôner son frère.

Tandis que notre ministre, M. Regnault, s'efforçait de consolider l'autorité d'Abd el Aziz, le ministre d'Allemagne s'acharnait à créer des situations équivoques qui lui permettraient d'opérer à son aise.

L'installation de la télégraphie sans fil allait lui offrir une bonne occasion de satisfaire ses louches desseins et cette affaire devait avoir comme épilogue un événement retentissant : l'assassinat du docteur Mauchamp.

Une société française avait obtenu du Makhzen l'autorisation de construire et d'exploiter des stations de télégraphie sans fil dans les principales villes du Maroc. La légation d'Allemagne essaya de discuter ce prétendu avantage et, devant la volonté du Makhzen de maintenir la concession à une maison française, suscita contre celle-ci toutes sortes de difficultés.

Le moment de nuire était bien choisi, car il était facile de surexciter les esprits indigènes en leur faisant croire au besoin qu'il y avait quelque chose d'inféodal dans ces instruments de la civilisation moderne. De fait, l'entreprise se heurtait à la méfiance des Marocains, parfois même à leur hostilité, en procédant à l'installation des antennes.

L'émotion soulevée par cette affaire était grande en février 1907, lorsque le docteur Mauchamp et moi partions pour Marrakech, lui pour rejoindre son poste de médecin du dispensaire qu'il avait créé, moi chargé d'une nouvelle mission scientifique.

Mauchamp avait passé plusieurs années à l'hôpital de Jérusalem où il s'était fait remarquer par sa science et son dévouement. Il occupait, depuis une année, le poste de médecin français de la capitale du Sud-marocain, où il avait su gagner la sympathie et la confiance de ses malades. Mais son influence qui grandissait rapidement était combattue par un agent de l'Allemagne, homme instruit mais de mentalité très douteuse, [qui ne craignait pas au besoin, pour effacer le prestige du docteur, de dire à ceux qu'il avait soignés : « Mésie-toi, le tebib (médecin) est très habile, il a des remèdes qui guérissent très bien, mais un beau jour tu mourras subitement. »]

Mauchamp eut le tort de croire à la bonne foi et à la sincérité de Moulay Hafid qui en avait fait son ami. Aussi, lorsque nous arrivâmes en caravane, au début de mars, à Marrakech, le médecin français était-il attendu par le vice-roi qui avait envoyé des mules et une escorte au-devant de nous, à Mazagan.

Mauchamp lui apportait en cadeau un grand tapis, en un long rouleau qui devait nous suivre à quelques jours de là par une caravane de chameaux. Lorsque le fatal colis traversa la porte de la ville, l'agent consulaire d'Allemagne, immédiatement prévenu, proclama que « l'appareil de télégraphie sans fil qu'apportait la mission française était arrivé ».

Ce fut le signal d'une agitation, préparée pour empêcher la prétendue

installation télégraphique et qui devait coûter la vie à l'infortuné médecin. Le lendemain, il était lâchement assassiné par une population en armes. De notre côté, avec les miens et trois autres Français, nous devions notre salut à cette circonstance que nous n'étions pas au dehors à ce moment ; de plus, Moulay Hafid nous faisait protéger par sa garde noire, immédiatement après le meurtre de l'infortuné docteur. Je crus, à ce moment, à la loyauté du vice-roi ; mais j'appris plus tard, par maints témoignages de personnalités marocaines, qu'il avait, en réalité, trempé dans ce crime odieux, provoqué par les intrigues des agents du kaiser.

Il n'était pas à son aise, l'agent consulaire d'Allemagne, lorsque je le convoquai chez moi. Il m'accorda tout ce que je lui demandai. Il s'agissait d'apaiser l'émeute. Aidé d'un compatriote dévoué, un enfant d'Auvergne, Jean Lassallas, qui était installé depuis quelques années au Maroc, nous obtenions du pacha de la ville que des gardes fussent placées dans les rues. Nous pûmes alors faire partir le corps du docteur que nous rejoignîmes en caravane, après que le calme fut complètement rétabli, à Mazagan. Et l'anxiété de la légation allemande à Tanger était grande, lorsque nous arrivâmes, avec les restes de notre pauvre ami, sur le croiseur *Lalande*.

Le jeu de Moulay Hafid en cette affaire est facile à comprendre. Profitant de la lutte d'influence créée par les Allemands, il voulait démontrer que l'autorité de son frère était affaiblie au point de ne plus assurer la sécurité des Européens et laisser croire que, sans son intervention, le massacre de Mauchamp eût dégénéré en un pogrom.

Mais l'assassinat de notre infortuné compatriote servait mal les intérêts de l'Allemagne. Le Gouvernement français décidait d'occuper Oujda, ville marocaine située non loin de la frontière algérienne. Le général Lyautey, alors commandant la division d'Oran, était chargé de cette opération militaire qui se faisait, le 29 mars 1907, sans effusion de sang.

A partir de ce moment, l'anarchie marocaine, les ambitions de Moulay Hafid et les ambitions allemandes, vont précipiter les événements.

Le 31 juillet de la même année, huit Européens, dont cinq Français, employés aux travaux du port de Casablanca, sont massacrés. Cet incident, auquel Moulay Hafid n'est certainement pas étranger, provoque le bombardement de la ville, puis le débarquement de 3.000 hommes de troupes, sous le commandement du général Drude. Casablanca est occupée.

Le 1^{er} janvier 1909, le général d'Amade prend la tête du corps d'occupation qui est porté à 15.000 hommes et il achève, en quelques mois, la pacification du pays des Chaouïa.

Au cours de l'été, Abd el Aziz sentant que l'agitation créée dans le

Sud par son frère menaçait son pouvoir, résolut d'aller rétablir l'ordre à Marrakech ; mais son armée fut mise en déroute et l'infortuné monarque, menacé malgré son autorité religieuse, dut se réfugier en toute hâte dans nos lignes. De son côté Moulay Hafid se dirigeait vers Fez où, avec l'appui des intrigues allemandes, il se faisait proclamer sultan à la faveur du mouvement de xénophobie.

Une violation de la frontière algérienne et une attaque de nos postes décidaient la campagne des Beni Snassen admirablement conduite, avec le minimum de pertes, par le général Lyautey.

L'incident des déserteurs de Casablanca provoquait une crise entre l'Allemagne et la France. Des pourparlers devenaient nécessaires, que l'Allemagne semblait désirer : ils aboutirent à l'accord du 8 février 1909 qui stipulait de la part de la France sa volonté de maintenir l'égalité économique, de la part de l'Allemagne « qu'elle ne poursuivrait que des intérêts économiques au Maroc ».

Mais il apparut bientôt, alors que cet accord nous assurait la prépondérance politique au Maroc, que l'Allemagne mettait au premier plan les questions d'intérêts économiques et l'on pouvait redouter que, soutenant ses nationaux, elle fût amenée à en abuser.

Au début de 1909, le général d'Amade passant son commandement au général Moinier, les effectifs du corps expéditionnaire de Casablanca étaient réduits à 6.000 hommes, sous la pression et les suggestions de l'Allemagne qui sentait que le Maroc, objet de ses convoitises pangermanistes, allait lui échapper.

La lutte sourde de nos ennemis — consuls, sujets ou protégés allemands soutenus par leur gouvernement — ne faisait que s'accentuer. Elle devait se prolonger jusqu'à la déclaration de guerre, elle devait même persister pendant la grande guerre par l'excitation contre nous de tribus insoumises.

Malgré toutes ces difficultés, notre œuvre se poursuivait. Pour parer à l'insuffisance des effectifs, nous sollicitions le concours des Marocains qui, après s'être loyalement mesurés avec nous, s'installèrent avec leurs familles autour de nos postes militaires, pour y compléter leur instruction et se faire à nos méthodes et prendre part, dans la suite, à nos colonnes.

Alors, notre installation en Chaouïa devient définitive. La première étape de la conquête marocaine est terminée.

Pendant ce temps l'œuvre de pacification, aussi habile qu'efficace, du général Lyautey se poursuit dans les confins Algéro-marocains. Une action dans le Haut Guir le conduit jusqu'à Bou Denib et, dans l'amalat d'Oujda, sa ténacité lui permet d'étendre l'occupation jusqu'à la Mlouya. Notre autorité s'affermi du côté algérien, mais celle du Makhzen va toujours en décroissant dans le Maroc occidental. Moulay Hafid, par sa rapacité, ses dilapidations, bien loin de

rétablissement l'ordre dans son empire, précipite l'anarchie créée par la faiblesse de son frère.

Au début de 1911, le Maroc subit une nouvelle crise d'agitation.

En janvier un officier est tué à la casbah de Merchouch et une effervescence se produit chez les Zaër. Puis les tribus berbères assiègent Fez où le sultan est prisonnier dans sa capitale avec les colonies européennes et notre mission militaire.

Mouley Hafid réclame notre protection. Doutant de la fidélité de ses propres sujets il sollicite le secours des troupes françaises. Tous les consuls se joignent à lui à ce sujet.

Le Gouvernement français décide alors l'envoi d'une colonne, forte de 27.000 hommes, qui, sous le commandement du général Moinier, parvient, par une marche forcée, à débloquer la capitale et à délivrer le sultan ainsi que nos nationaux et les colonies étrangères.

A ce moment, l'Allemagne nous montre qu'en dépit de ses accords elle ne se désintéresse pas politiquement du Maroc. Craignant que l'occupation de Fez ne fût une mainmise définitive sur le pays, elle envoie devant Agadir le petit croiseur *Panther* pour nous forcer à « causer ».

Ce fut le « coup d'Agadir » de juin 1911, qui aboutit, après de longues et angoissantes négociations, à la cession à l'Allemagne d'une partie du Congo en échange de prétendus droits sur le Maroc.

La convention du 4 novembre 1911 reconnaissait implicitement notre protectorat sur le Maroc tout en maintenant le principe de la liberté économique.

Dès cet accord ratifié, M. Regnault fut envoyé à Fez pour le faire reconnaître par le sultan.

Le traité franco-marocain du 30 mars 1912, rappelant le traité du Bardo, lie les deux gouvernements, français et chérifien, pour inaugurer un nouveau régime comportant les réformes de toute nature que la France jugeait utile d'introduire dans l'empire chérifien.

Ce traité devait être suivi d'accords avec l'Espagne fixant les limites des zones d'influence espagnole dans le Nord et dans l'Extrême-Sud du Maroc.

Mais au moment où, après de laborieux marchandages, notre traité était signé avec Moulay Hafid, éclatait à Fez une mutinerie de tabors qui dégénéra en une émeute, — entraînant le massacre de 68 Européens dont 16 officiers. Sa répression par le général Brûlard nous coûta plus de 300 morts ou blessés.

Les causes multiples des « sanglantes journées de Fez » sont mal déterminées. L'attitude de Moulay Hafid n'y est pas étrangère, si toutefois sa fourberie n'a pas contribué à l'organiser.

Devant la gravité des événements, le Gouvernement décidait d'envoyer au Maroc un résident militaire : le général Lyautey était désigné,

* *

Tout était à faire dans un pays qui rappelait le moyen âge par ses mœurs féodales, qui ne pouvait être parcouru qu'en caravanes, sur des pistes souvent inaccessibles en hiver, lorsque le général Lyautey vint prendre possession de son poste de Commissaire Résident général de la République française au Maroc.

Son premier soin fut d'apaiser l'insurrection. Fez était entourée de tribus soulevées qui assiégeaient la ville. « Je suis campé en pays ennemi », télégraphiait le Résident général à son arrivée à la capitale chérifienne.

Après avoir frappé plusieurs coups, dispersé les dissidents, dégagé la capitale, l'éminent chef songea à se débarrasser du principal élément de trouble, Moulay Hafid, qui entretenait la force d'inertie, hostile à notre action civilisatrice, d'un Makhzen sans autorité.

Le sultan fut contraint d'abdiquer en faveur de son frère Moulay Youssef qui, depuis, traité d'ailleurs avec tous les égards dans à son prestige de « Commandeur des Croyants », a donné maintes preuves de son loyalisme à la France.

Assuré de ce côté d'une collaboration morale indispensable à son action, le général s'est proposé un double but : étendre la pacification, organiser et mettre en valeur les régions soumises.

On pouvait croire, qu'en soldat, il aurait d'abord le souci d'accomplir la première partie de son programme avant de passer à la seconde. Mais, en émule des plus grands maîtres de la colonisation française, des Bugeaud, des Faidherbe, des Gallieni, qu'il a également d'abord puis dépassés, il a mené de front à la fois la soumission des tribus hostiles et l'organisation des régions pacifiées. C'était à la fois plus sage et plus rapide.

Il était nécessaire, en effet, après leur avoir donné l'impression de la force, d'inspirer aux indigènes la confiance. Il fallait les persuader que nous étions là non pas pour les spolier, mais pour collaborer loyalement avec eux, pour travailler à leur assurer la justice et, autant que possible, leur donner le bien-être.

C'est ainsi que le général Lyautey appliqua, en plus grand, sa méthode de « la tache d'huile » qui lui avait si bien réussi dans la zone frontière Algéro-marocaine où il avait efficacement contribué à préparer l'avènement de notre protectorat. Il se servait des amitiés qu'il nous créait parmi les tribus fraîchement soumises pour préparer la conquête des peuplades voisines encore hostiles à notre influence. Il étendait ainsi la pacification française avec le minimum d'effusion de sang.

Cette tactique lui réussissait à merveille, notamment dans le Sud-marocain, dans les régions de l'Atlas.

Après avoir frappé un grand coup à Marrakech, il s'assurait

l'amitié des grands caïds montagnards, sorte de seigneurs féodaux qui dominent de vastes étendues de pays de leurs casbahs comparables aux châteaux-forts du moyen âge. Et, par leur collaboration, il maintenait le calme dans une région montagneuse de plus de 300 kilomètres où, par l'action directe, eût inutilement coulé le sang de nos soldats.

Avant notre occupation, le Maroc était divisé en deux catégories de tribus ; les unes, *makhzen*, étaient plus ou moins soumises au sultan, les autres, *siba*, échappaient complètement à son autorité ; à tel point que, malgré son prestige religieux, le sultan ne pouvait, sans danger, s'aventurer dans certaines parties du « bled es siba » (pays de la révolte).

L'étendue du bled *makhzen* était très instable suivant l'autorité et l'activité du « chérif » ; il ne comprenait guère que les régions de plaines, les régions fertiles ou peu accidentées, parce que le monarque ne se souciait guère de la montagne, improductive au point de vue agricole, où d'ailleurs le Berbère, bien retranché, lui eût fait payer cher sa témérité de le plier à sa puissance.

Moulay Hassan, le père des trois derniers sultans, actif, aimant la guerre, était parvenu à maintenir sous sa loi une bonne partie du Maroc. Jamais le bled *makhzen* n'avait été plus étendu.

Par sa faiblesse, Abd el Aziz vit rapidement diminuer l'héritage de son père et son frère, Moulay Hafid ne fit rien pour le reconquérir.

On se fera une idée des progrès rapidement réalisés par le général Lyautey dans l'œuvre de pacification qu'il avait entreprise dès le début de notre protectorat, en pensant, qu'à la déclaration de la guerre, en juillet 1914, après deux années d'une activité soutenue, le bled *makhzen* atteignait une importance que le Maroc n'avait jamais connue.

Cependant, l'organisation du pays soumis avançait. Des services, d'abord rudimentaires, étaient installés à Rabat autour de la Résidence générale ; l'hygiène était introduite dans les villes indigènes qui l'avaient, jusque-là, méconnue ; les grands travaux publics commençaient ; les finances mettaient de l'ordre dans un état anarchique ; l'agriculture prévoyait, les forêts étaient mises en valeur, les richesses minières étaient prospectées ; des villes européennes se construisaient.

Le Résident général ne laissait bâtir qu'en dehors des villes arabes, sur des plans bien conçus, bien étudiés. Il épargnait ainsi le cachet pittoresque de ces agglomérations curieuses, tout en respectant les mœurs de leurs habitants. Il était, en outre, possible de prévoir les travaux de canalisation indispensables à la salubrité publique alors que la ville indigène, avec ses rues tortueuses et étroites, ne peut pas être aménagée pour recevoir l'Européen.

Ceux qui, comme moi, ont vu fréquemment le Maroc, étaient frappés des progrès rapidement réalisés. C'était, chaque fois, un nouveau

Maroc : ici un tronçon de route achevé, là une ville sortie de terre, ailleurs des sources captées pour l'alimentation d'une grande agglomération...

* * *

Il semblait que la guerre européenne, brutalement déchaînée par l'agression de l'Allemagne, dût mettre un frein, sinon un terme, aux progrès de cette œuvre de colonisation si magnifiquement commencée.

Depuis le jour où le canon a tonné, au contraire, le Maroc s'est multiplié et la période troublée que nous traversons aura mieux mis en relief le génie organisateur du grand chef qui présida à ses destinées.

Par suite des nécessités impérieuses créées par le péril qui menaçait la France, notre Protectorat allait, vraisemblablement, en envoyant ses troupes sur les champs de bataille européens, être de nouveau livré à l'anarchie : sa pacification s'est étendue. Les grands travaux allaient être interrompus : ils ont redoublé. La mère-patrie ne pouvait guère compter sur le concours d'une aussi jeune colonie : elle en a reçu, avec des contingents d'excellents soldats, un ravitaillement inespéré.

Au premier jour de la mobilisation, le général Lyautey recevait naturellement l'ordre d'envoyer d'urgence toutes les bonnes troupes qui lui avaient permis de pacifier le Maroc. Le Gouvernement lui demandait, en outre, d'abandonner les postes de l'intérieur du pays pour se replier à la côte où il pourrait protéger la colonie avec de très faibles effectifs.

Vouloir évacuer des postes, solidement établis après des luttes parfois acharnées, c'était mal connaître le Marocain ; c'était l'inciter à nous poursuivre dans notre retraite, puis nous harceler dans nos retranchements. C'était aussi méconnaître la hardiesse du chef militaire qui les avait soumis à sa volonté.

Après avoir expédié en toute hâte ses meilleurs soldats en France, le Résident général résolut de défendre les postes les plus avancés avec ses effectifs réduits au minimum, augmentés des colons mobilisés sur place. Il demanda aussi l'envoi au Maroc de quelques bataillons des formations territoriales du Midi et, avec ces éléments forcément très imparfaits, il se proposa de tenir et de conserver tout le terrain conquis.

Il était bien inspiré et il ne présumait pas trop de son énergie, si l'on en juge d'après les résultats de son action militaire au Maroc depuis le début des hostilités.

Non seulement il n'a rien abandonné des territoires soumis, mais le bled Makhzen s'est enflé de tous côtés, dans la région de Taza, le Moyen Atlas, au Tadlâ, dans l'Extrême-sud. Et pourtant il eut à lutter contre les manœuvres hypocrites des agents allemands qui, dans le nord avec Adb el Malek, dans le sud avec El Hiba, excitèrent

les dissidents qu'ils approvisionnaient en armes et soutenaient de l'argent ennemi.

Malgré l'effort militaire qu'il devait consacrer à la pacification, le général Lyautey n'abandonnait rien de sa méthode d'avant la guerre ; il poursuivait sans relâche l'organisation et la mise en valeur de notre nouvelle colonie.

Il fallait beaucoup d'argent pour transformer ce pays musulman livré à l'anarchie, où tout était à faire lorsque la France y étendit son protectorat.

Un premier effort avait été fait pour mettre de l'ordre dans les finances. En 1913-1914, grâce à deux emprunts, les dettes antérieures du Makhzen avaient été liquidées, les grands travaux commencés, les services administratifs installés ; mais le premier budget se soldait par un déficit de 5 millions et demi de francs. De plus, les nécessités de l'organisation allaient faire passer en trois ans le budget de 21 à 40 millions (1).

Par une bonne répartition des impôts indigènes, l'accroissement des revenus domaniaux, la création d'impôts sur l'alcool, le sucre, les tabacs, non seulement le Protectorat a pu solder la garantie des emprunts des deux premières années — soit 8 millions — mais il a constitué un fonds de réserve d'environ 20 millions !

Il convient toutefois de ne pas oublier que les dépenses ne feront qu'augmenter, en même temps que les charges d'intérêts des emprunts nécessaires, notamment, par la construction d'un réseau ferré ; que les excédents de recettes tiennent surtout aux ressources agricoles, les récoltes ayant été favorisées par de bonnes pluies.

Le Maroc est un pays de grandes cultures. Les vastes étendues de plaines et de plateaux qui bordent, sur de grandes profondeurs, la côte atlantique, de l'oued Tensift à la zone espagnole, sont favorisées par un climat assez chaud et humide. Les sols y sont formés d'alluvions ou de terres riches en humus (*tîrs* ou terres noires) dont les rendements sont rémunérateurs, pour peu qu'elles soient arrosées par des pluies propices.

Les surfaces cultivées augmentent chaque jour depuis notre occupation ; mais elles ne représentent guère, actuellement, que le dixième de la zone pacifiée. Il faut tenir compte, il est vrai, des forêts et des pâturages assez étendus ; d'ailleurs les surfaces productives augmentent chaque année. C'est ainsi qu'en 1916 l'accroissement a été de 200.000 hectares sur l'année précédente.

(1) J'ai emprunté les statistiques qui vont suivre à deux conférences, fort instructives, prononcées à la foire de Rabat, l'été dernier, par MM. Boissière, conseiller économique et financier, et Naeivet, chef du Service de l'Hydraulique et des Améliorations agricoles du Protectorat.

Les céréales (blé, orge, avoine, maïs) recouvrent les 95 centièmes des ensemencements, de sorte que le Maroc est actuellement un pays de mono-culture. C'est là un gros inconvénient, parce que les céréales sont toutes soumises aux mêmes conditions climatériques : des pluies inopportunnes ou insuffisantes peuvent compromettre la production totale comme c'est le cas de l'année 1913 où les exportations en blé et orge ont été presque nulles.

Le Protectorat, soucieux d'atténuer le plus possible les effets de ces années de sécheresse, a créé un service d'hydraulique agricole qui, par une utilisation méthodique des eaux de surface et des eaux souterraines, pourra compenser, dans une certaine mesure, l'insuffisance des pluies d'une année sèche.

La culture des arbres fruitiers promet d'être intéressante : orangers, citronniers, oliviers, figuiers, amandiers, ainsi que la vigne pourront enrichir notablement l'agriculture actuelle. Au point de vue de la main-d'œuvre, des efforts couronnés de succès sont entrepris par les inspecteurs agricoles qui, sur place, incitent les indigènes, très accessibles à leurs conseils, à améliorer leurs semences, à greffer, à tailler et à sélectionner les arbres jusqu'ici traités par les méthodes les plus primitives.

A côté des productions du sol, l'élevage offre une ressource très importante. Le cheptel de l'année 1916 se chiffrait de la façon suivante : 856.324 bovins, 4.054.334 ovins, 1.227.071 chèvres, 29.405 porcs, 97.724 chevaux, 42.819 mulets, 250.978 ânes et 62.949 chameaux.

Des améliorations sérieuses y ont été apportées par le Service zootechnique du Protectorat ; mais il reste beaucoup à faire. Les indigènes laissent le bétail en plein air, sans abris, ils ne font pas les fourrages indispensables dans la période sèche, ils n'ont pas d'abreuvoirs suffisants et les points d'eaux manquent parfois sur de grandes étendues, pendant la saison d'été. Mais la Direction de l'Agriculture, le Service de l'Hydraulique agricole et le Service de l'Elevage, travaillent à l'amélioration du cheptel qui est susceptible de donner d'excellents animaux de boucherie.

Les richesses forestières du Maroc sont importantes et notamment supérieures à celles des autres parties de notre Empire colonial nord-africain, l'Algérie et la Tunisie. On y compte déjà 250.000 hectares de chênes-liège, 300.000 de cèdres, 200.000 d'arganiers. On y rencontre, en outre, le sumac, le chêne-vert, le poirier sauvage, l'érythrine, le peuplier, une essence riche en tanin : le *tizra*. Le premier rôle du Service forestier a été de protéger ces richesses contre les déprédatations des indigènes qui détruisaient les plus beaux chênes-liège pour tirer de leur écorce la substance tannante qu'ils utilisaient dans la teinture des laines, qui abattaient des cèdres séculaires pour en tirer quelques madriers. Il a fallu aussi mettre, autant que possible, les plus belles

forêts, comme celles de la Mâmora, à l'abri des incendies ; enfin, ouvrir ces richesses forestières à l'exploitation. Celle-ci a rapidement progressé : il suffit de dire, pour se faire une idée du progrès réalisé à ce point de vue, que l'exploitation forestière du Maroc a produit en 1914-1915 environ 200.000 francs, contre 550.000 en 1916-1917.

La richesse minière du Protectorat est encore peu connue. Il est difficile de faire des prévisions pour les productions du sous-sol marocain ; mais il est, dès à présent, permis de croire que notre nouveau Protectorat a un avenir tout tracé à ce point de vue.

Déjà les grands traits de la structure géologique sont connus et de nombreuses observations permettent de délimiter les grandes zones minéralisées dans les régions actuellement explorées. Des gîtes de fer (Chaouïa), de manganèse (Maroc occidental), des indices de cuivre, de plomb, de zinc, sont déjà reconnus. Des phosphates de chaux, aux mêmes niveaux géologiques qu'en Algérie orientale et en Tunisie, affleurent dans la Tadlâ, à l'est de Casablanca ; ils sont l'objet d'une prospection méthodique de la part du Service des Mines. Si les teneurs atteignent celles des phosphates de la Tunisie, le Maroc sera l'un des pays les plus riches en phosphates, à cause de la grande étendue et de la parfaite régularité des couches qui les renferment, ce qui laisse entrevoir une exploitation facile. On peut encore espérer la présence de sels solubles comme le chlorure de potassium et de pétroles.

L'existence d'hydrocarbures dans le sous-sol marocain n'est pas discutable et les recherches entreprises pour atteindre les poches et les nappes du précieux combustible méritent d'être encouragées. On sait que ces recherches sont délicates et onéreuses et qu'elles sont toujours pleines d'aléas, quelle que soit la richesse des champs pétroliers explorés ; mais le Service des Mines du Protectorat fera tout pour les faciliter.

J'ai dit quelles transformations prodigieuses ont été réalisées au Maroc depuis que nous avons étendu notre protectorat sur ce pays musulman. Si l'on est frappé, après quelques années d'occupation, de l'œuvre de pacification accomplie dans ce pays anarchique, on l'est, non moins, des facilités de circulation créées de toutes pièces par la Direction générale des Travaux publics.

Nous venons de nous rendre compte des richesses agricoles et forestières qu'il s'agit d'y exploiter, des richesses minérales qu'il convient d'y rechercher ; mais rien de cela n'était possible sans l'établissement d'un réseau de routes et de voies ferrées, sans l'aménagement de ports ou d'abris permettant les échanges faciles entre les diverses zones du pays et l'extérieur. C'est ce que le Résident général a compris en faisant ouvrir, dès le début du Protectorat, les grands travaux publics.

L'œuvre accomplie dans ce sens tient du prodige.

Le 1^{er} janvier 1917, le réseau de routes, commencé en 1913, présentait déjà 1.000 kilomètres entièrement construits sur des crédits d'emprunt, et depuis, il a considérablement augmenté.

Il est doublé d'un réseau de chemins de fer militaires, avec petite voie stratégique de 0 m. 60 que nous ont imposée les accords internationaux, mais qu'un éminent ingénieur, M. Bursaux, a admirablement mis en exploitation. C'est ainsi que, ouvert au commerce depuis le 1^{er} mai 1916, ce chemin de fer minuscule transportait, au cours de l'été 1917, en outre des voyageurs civils et militaires, plus de 700.000 tonnes kilométriques par mois, qu'il réalisait des recettes commerciales qui atteignaient, entre le 1^{er} mai 1916 et le 30 avril 1917, près de 2 millions 1/2 de francs. Et l'on peut entrevoir le jour où la ligne de plus grand trafic, de Casablanca-Fez, longue de 330 kilomètres, atteindra 20.000 francs de recette kilométrique. Ce chiffre est d'autant plus remarquable que les recettes kilométriques de lignes à voies de 1 mètre, comme celles de la Tunisie et de l'Indo-Chine, ne dépassent pas 12.000 francs.

La voie militaire de 0 m. 60 que nous ont imposée les puissances signataires de l'acte d'Algésiras, à l'instigation de notre grande ennemie, l'Allemagne, est forcément destinée à disparaître : elle ne suffira bientôt plus à assurer le trafic d'un pays en progression comme le Maroc. Aussi le Protectorat se préoccupe-t-il du tracé d'un réseau à voie large, dont l'étude est à peu près terminée.

Un seul grand port est en construction au Protectorat, à Casablanca. Malgré les difficultés inhérentes à l'état de guerre il est déjà avancé et de petits bateaux viennent accoster à sa jetée est, qui est terminée.

C'est vers le port de Casablanca que rayonneront les grandes voies ferrées, qu'aboutissent déjà les grandes artères du réseau de routes. C'est surtout par Casablanca que le Maroc sera ouvert au trafic d'outre-mer.

D'autres abris, de moindre importance, se construisent en d'autres points de la côte atlantique : à Kenitra, dans l'estuaire du Sebou, dans ceux de Rabat et de l'oued Bou Regreg, à Mazagan, à Fedhala, où il est déjà pourvu de l'outillage nécessaire.

On se fera une idée du changement apporté au Maroc par ces grands travaux, notamment par le réseau de routes et de rails, en rappelant que, en 1912, le blé valait 72 francs à Fez et seulement 25 à 30 francs à la côte.

L'industrie et le commerce marchent forcément de pair avec les travaux publics dans un pays neuf.

De nombreuses entreprises se sont installées dès le début de notre occupation, s'ajoutant à la petite industrie indigène digne de considération. Une grande usine de chaux hydrauliques et ciments fonctionne à Casablanca depuis le début du Protectorat, d'autres se montent

ailleurs, notamment à Petitjean. Des minoteries, des fabriques de pâtes alimentaires, des huileries, des tanneries, surgissent un peu partout ; des installations de brasseries et de malteries sont en projet. Des usines électriques, des entreprises de distribution d'eau, se créent dans les principales villes. Des études sont faites de plusieurs cours d'eau torrentiels pour en capter la force hydraulique, comme c'est le cas de l'Oum er Reb'a, et créer, avec l'énergie électrique obtenue, une foule d'industries productives.

L'essor industriel du Maroc est d'autant plus remarquable qu'il a fallu vaincre des difficultés multiples pour construire la moindre usine dans un pays sans communications et dépourvu du moindre outillage à l'avènement de notre protectorat.

Ceux qui ont eu l'avantage d'assister à l'exposition de Casablanca (1915), aux foires de Fez et de Rabat (1917), n'avaient pas besoin de consulter les statistiques des échanges avec l'extérieur pour se faire une idée de la prospérité du commerce de notre jeune colonie.

Quelques chiffres suffiront à vous édifier à cet égard. En 1916, le commerce extérieur a atteint 310.854.188 francs alors qu'en 1911 il n'était que de 139.698.980 francs.

Mais si l'on sépare les importations des exportations, on est frappé de voir la grande supériorité des premières (228.983.198 francs) sur les secondes (81.870.990 francs).

Le Maroc importe donc plus qu'il n'exporte et ce déficit a été en croissant depuis 1912.

Il est facile de l'expliquer par les besoins sans cesse grandissants de ce pays où tout était à créer, où de gros capitaux placés n'ont pas encore porté tous leurs fruits.

Le Maroc a dû, malgré cet excédent des importations sur les exportations, régler sa balance commerciale. La même difficulté a été rencontrée, avant la guerre, par certains États européens qui ont dû faire appel à des ressources annexes, la France recourant aux intérêts des emprunts couverts chez elle par des États étrangers ; l'Angleterre équilibrant sa balance par le fret de sa marine marchande ; l'Italie recevant des sommes considérables de ses émigrants, etc.

Le Maroc a eu jusqu'ici, comme compensation, des emprunts représentant de gros capitaux avancés par la France, les capitaux apportés dans la colonie par les entreprises privées, enfin les sommes dépensées par la métropole pour l'entretien du corps expéditionnaire.

Mais ces moyens sont forcément provisoires et le Protectorat se préoccupe, dès à présent, de l'amélioration de sa balance commerciale.

Il est évidemment plus rationnel, à ce sujet, d'augmenter les exportations, plutôt que de chercher à diminuer les importations. Mais

peu à peu ces dernières cesseront de croître, tandis que tout l'avoir du Maroc réside dans la progression constante de ses propres productions.

* * *

Ainsi, le Maroc est un pays d'avenir. Sa richesse indiscutable et sa situation remarquable à côté de l'Algérie, à proximité de la France, sont de sûrs garants de sa prospérité.

Avant notre occupation, il apparaissait plein de promesses, du moins par la valeur de son sol et par les qualités des races qui l'habitent ; si bien que le premier programme qui s'imposait à nous était d'y développer une agriculture primitive, d'y faire de la puériculture.

Mais peu à peu, il nous a révélé d'autres ressources susceptibles de favoriser son essor économique.

Fort heureusement, notre Protectorat, datant de la veille de la grande guerre, n'a pas été arrêté dans son développement aux heures de trouble que nous vivons depuis l'agression de l'Allemagne. Bien au contraire, il a bénéficié d'un essor très rapide, sous l'impulsion du grand Français qui préside à son organisation et à son avenir.

La question de la natalité est aussi capitale au Maroc qu'en France. Ce pays musulman, contrairement aux prévisions antérieures, n'a même pas 4 millions d'habitants. Or, sa population est surtout formée de Berbères qui appartiennent à une race vigoureuse, intelligente, susceptible d'adaptation à certains progrès de notre civilisation. Elle donne une excellente main-d'œuvre, depuis longtemps appréciée dans la colonie voisine, l'Algérie, main-d'œuvre qu'il faudra développer, non seulement dans l'intérêt du Maroc lui-même, mais encore pour combler, autant que possible, en France, les vides creusés par la guerre la plus dévastatrice que l'Histoire ait jamais connue.

Cette question primordiale n'a pas échappé à la sagacité du général Lyautey qui a multiplié les organisations médicales indigènes, répandu jusque dans les tribus les visites de médecins expérimentés et de sages-femmes parlant l'arabe ; il a en outre installé dans les grands centres des instituts anti-syphilitiques pour combattre le mal le plus répandu dans ce pays musulman. Enfin il n'a rien négligé pour améliorer l'hygiène des villes indigènes et donner au Marocain les notions de salubrité publique qu'il est loin de dédaigner, étant, par tradition, très accessible à la propreté.

Il est certain que la population indigène du Protectorat ira, grâce à ces mesures humanitaires, rapidement en croissant. Il est même permis d'espérer qu'elle sera plus rapidement doublée que l'a été, sous notre domination, celle de l'Algérie.

Au point de vue économique, il serait dangereux de se reposer sur la prospérité actuelle du Protectorat et de ne pas reconnaître que le

Maroc dépend beaucoup trop de l'extérieur, ce que nous indique une balance commerciale défavorable.

Or il est possible, grâce à sa valeur intrinsèque, de renverser cette balance en développant le plus possible ses propres productions.

A ce sujet, les remarques de M. Boissière, conseiller économique et financier du Protectorat, sont des plus suggestives.

Les efforts doivent d'abord porter sur l'agriculture. Il convient non seulement d'augmenter les surfaces ensemencées, mais encore de faire donner aux sols de meilleurs rendements. Le recensement des terres domaniales étant à peu près achevé, de grandes propriétés pourront se créer, où seront utilisés les moyens les plus modernes de cultures. Il sera possible aussi d'assécher certaines régions marécageuses, comme celles des grandes « merdja » du R'arb, et de livrer ainsi aux colons européens des terres fertiles qui augmenteront d'autant la richesse du pays.

Ailleurs, les terres sont le plus souvent entre les mains des indigènes. Il ne s'agit certes pas de les en déposséder; mais la collaboration sera souvent possible, de façon à tirer de ces terres des rendements supérieurs. On est frappé, en effet, lorsqu'on se rend compte de la richesse, accusée par l'analyse, de certains sols marocains, de constater que l'indigène n'en tire pas plus de 8 à 10 quintaux de céréales à l'hectare, tandis que des pays beaucoup moins favorisés, comme l'Allemagne du Nord et les Etats-Unis, font donner à des terres plus pauvres, sous des climats moins propices, des rendements dépassant le double de ce chiffre.

L'emploi des engrais, qui a assuré le succès de l'agriculture allemande, aura *a fortiori* tout son effet au Maroc où les sols naturels sont bien plus riches. Telle terre chargée d'humus manque de phosphate, telle autre serait admirablement adaptée à certaines cultures, grâce à l'emploi d'engrais potassiques, etc....

Il convient aussi de varier les productions agricoles pour mettre, autant que possible, le pays à l'abri des effets désastreux des années de sécheresse qui sont particulièrement défavorables à la culture des céréales. A ce point de vue, l'exemple de l'Algérie et de la Tunisie est à suivre : les fruits, les légumes, le lin, le chanvre pourront apporter un appoint sensible au chiffre des exportations. De plus, il ne faudrait pas, sous le prétexte de ménager la susceptibilité de la colonie voisine ou du Midi de la France, écarter la vigne du programme de l'agriculture marocaine, car il serait regrettable de ne pas soulager nos importations du vin indispensable à la colonie européenne.

Nous avons vu qu'il faut beaucoup attendre de l'élevage, le bétail marocain, le cheval, le mulet, étant susceptibles d'être exportés. Le Service zootechnique du Maroc travaille activement d'ailleurs à améliorer, par sélection, les animaux indigènes.

L'industrie promet déjà ; elle aura notamment son rôle dans l'application de ses procédés aux produits de l'agriculture du pays. Les minoteries, huileries, tanneries, brasseries, malteries, etc., devront se multiplier ; des abattoirs frigorifiques devront être installés pour faciliter l'exportation des viandes de boucherie. La fabrication de l'alcool industriel pourra être envisagée par l'utilisation de l'orge, du maïs, peut-être aussi du sucre si la betterave peut être cultivée.

L'exploitation des vastes forêts du Protectorat, déjà commencée, est pleine d'avenir. Le liège seul peut représenter à assez brève échéance une ressource de 6 à 7 millions, d'après les estimations du Service forestier.

Les ressources piscicoles sont également importantes. La côte atlantique est riche en espèces excellentes de poissons, de crustacés (langoustes) ; le Sud-marocain semble, à ce point de vue, destiné à un certain avenir ; les fleuves, même, devront être pêchés, pour l'aloise dans les estuaires, la truite en haute montagne.

Quant au sous-sol, il promet, mais les recherches sont trop peu avancées pour donner une idée approximative de ce que le Protectorat peut en attendre. Déjà les phosphates, des minerais de fer et de magnésie font entrevoir une certaine richesse et les zones minéralisées des régions montagneuses laissent entr'ouverts certains espoirs. Aussi peut-on applaudir aux efforts éclairés du chef du Service des Mines qui facilite de tous ses moyens les recherches des industriels.

La Tunisie équilibre sa balance commerciale en grande partie grâce aux richesses qu'elle exhume du sous-sol et il est permis d'espérer que le Maroc pourra un jour, dans une certaine mesure, équilibrer ses échanges grâce à ses richesses minérales.

Enfin jusqu'au tourisme qui mérite d'être encouragé, dans un pays admirable, sous un beau ciel, avec les sites les plus pittoresques et les vestiges les plus purs d'une civilisation passée.

Le général Lyautey a été bien inspiré en protégeant de son mieux les restes de la domination musulmane, en écartant des agglomérations confuses, mais si curieuses, des musulmans de ces contrées, l'Européen qui, sans aucun avantage, aurait profané l'habitat de l'indigène que nous avons le devoir de protéger.

On sait que l'Algérie se créa des ressources non négligeables en accueillant le voyageur désireux de s'instruire. A ce point de vue, le Maroc est encore plus privilégié.

On ne peut espérer sans doute que le touriste apportera au Maroc la même prospérité qu'à la Suisse et l'Italie, mais la création de syndicats d'initiative, de touring-clubs, etc., pourra, en guidant le voyageur, apporter au Maroc certaines ressources et favoriser du même coup la petite industrie artistique des indigènes, si digne de considération.

* * *

Le Maroc n'aura pas été inactif pendant la guerre. Il a participé, dans une large mesure, à l'effort gigantesque réalisé par la France pour le triomphe du droit et des libertés.

Loin de constituer une charge pour la métropole, il est devenu un auxiliaire des plus précieux depuis le début des hostilités, en participant, d'une part, à son ravitaillement, et en lui fournissant aussi d'excellentes troupes.

Dès le mois d'août 1914, le général Lyautey proposait au Gouvernement de contribuer au ravitaillement de la France.

Nous avons vu que le Maroc est surtout producteur de céréales : les blés, les orges, les maïs, malgré les rendements relativement faibles que les indigènes font donner à des sols qui pourraient bien mieux produire, étaient exportés en quantités importantes avant les hostilités et, grâce à des frets avantageux, étaient en majorité dirigés sur Hambourg.

Le Résident général prit, dès le début de la guerre, des dispositions pour expédier en France tout l'excédent de la production en céréales. Il s'attacha également à faire recenser et embarquer les laines, les peaux de chèvres, les peaux de moutons, les porcs. Puis, par suite des difficultés croissantes du ravitaillement, les fèves, les pois chiches, le sorgho, etc.

C'est ainsi que le général Lyautey n'avait pas attendu l'appel lancé de la tribune de la Chambre, à la suite de l'hiver rigoureux 1916-17 qui avait porté atteinte aux récoltes de la métropole. Il s'agissait de « produire » si l'on voulait « tenir ». Cet appel trouva son écho dans nos colonies, en particulier au Maroc. Une mission d'ingénieurs agronomes, sous la direction de M. Cosnier, président de la Commission d'agriculture de la Chambre des députés, fut déléguée dans l'Afrique du Nord : le Protectorat marocain a d'abord été son principal objectif. Elle trouva, à ce point de vue, le Maroc organisé : une Commission de ravitaillement fonctionnait, les services de l'Intendance étant chargés des achats.

La difficulté était grande. Il s'agissait d'abord de ne pas se limiter à la production de la zone littorale qui trouve, à proximité, des points d'embarquement ; il fallait, en outre, évacuer de l'intérieur vers la côte. Les routes déjà construites et le petit chemin de fer militaire ont rendu, à ce sujet, d'inappréciables services. Enfin, il fallait assurer les transports maritimes, opérations qui offraient déjà des difficultés en temps normal, à plus forte raison avec la crise des frets que nous subissons par ces temps de guerre sous-marine. Ces expéditions furent assurées par l'Intendance, qui passa des contrats avec les compagnies maritimes.

Le succès a été tel que, depuis août 1914 au 15 septembre 1917, les transports ont porté sur 387.000 tonnes de marchandises.

Ces exportations se décomposent de la façon suivante :

Pour le blé	714.000	quintaux
Pour l'orge.....	2.845.000	—
Pour le maïs	201.000	—
Soit.....		3.760.000 quintaux de céréales.

Peaux de chèvres.....	1.320.000	peaux
Peaux de moutons.....	375.000	—
Laine.....	6.100.000	kilogs
Porcins.....	6.500	
Bovins.....	5.000	

Les sommes dépensées pour l'achat et l'expédition de ces produits s'élèvent à plus de 100 millions de francs, ce qui a économisé à la France au moins 100 millions d'or, car les mêmes produits, achetés en Amérique, eussent coûté plus de 120 millions de francs.

Des considérations d'ordre politique ont amené le Protectorat à ravitailler en partie nos alliés à Gibraltar, la ville internationale de Tanger et la zone espagnole de l'Empire chérifien, auxquels ont été fournis, globalement, du mois d'août 1914 au 15 septembre 1917, 150.000 quintaux de blé, 150.000 d'orge et 7.000 de maïs.

Enfin, le Maroc a contribué à la guerre par ses propres soldats.

Aux premiers jours de la mobilisation, le général Lyautey embarquait pour la France ses meilleures troupes : les zouaves et les tirailleurs algériens et tunisiens, l'infanterie coloniale, les bataillons de la Légion étrangère dépouillés de ses indésirables : en un mot, des contingents de tous les corps du Nord de l'Afrique et des colonies qui représentent l'Armée coloniale.

On a beaucoup mérité, avant 1914, de ces troupes formées loin de la métropole. Tout en reconnaissant leur grande utilité dans les colonies, on ne leur accordait généralement pas, dans les états-majors de France, une valeur militaire suffisante pour leur permettre de jouer un rôle important dans une guerre européenne.

Ce reproche s'adressait, évidemment, plus aux officiers supérieurs ou généraux qu'aux soldats de cette armée extra-métropolitaine. Mais il suffirait de citer, parmi les chefs, des noms comme ceux de Gallieni, de Gouraud, de Mangin, de Franchet d'Esperey, pour faire ressortir ce qu'il y avait d'injuste dans ce jugement un peu téméraire.

Les reproches des camarades de France étaient au moins très exagérés en ce qui concerne les officiers supérieurs. Mais ce qui ne peut

être discuté, c'est la valeur des hommes de troupes instruits et entraînés hors de France.

Cette armée coloniale, avec ses soldats indigènes, bien encadrés, a fait merveille dans la grande guerre : les victoires de la Marne, de l'Yser, de Verdun, peuvent en témoigner.

Les aptitudes de ces troupes coloniales étaient bien connues de tous ceux qui les avaient vues à l'œuvre, dans nos colonies. La vie en pays lointain, dans « le bled », indépendamment de l'entraînement qu'elle procure, développe au plus haut point le courage et l'esprit d'initiative, qui sont parmi les plus belles qualités de notre race.

On devait s'attendre au magnifique élan de ces troupes coloniales qui se sont couvertes de gloire. Pour ma part je n'en avais jamais douté.

Parmi ces troupes, il en est qui ont forcément l'admiration du monde entier par leur conduite au feu, face à l'envahisseur. Je veux parler du soldat marocain.

Alors que notre première action militaire au Maroc remontait à quelques années, que notre protectorat s'étendait sur ce pays musulman depuis deux années seulement, on a vu, sur les champs de bataille d'Europe, des fantassins et des cavaliers marocains ralliés à notre cause, rivaliser de courage et d'entrain avec leurs camarades français pour refouler l'ennemi. Il en était même, parmi eux, qui se mesuraient avec nos troupes, sur la terre d'Afrique, quelques mois auparavant.

C'est que le Marocain est essentiellement guerrier. Le Berbère, surtout, est un « homme de poudre » habitué de génération en génération à défendre son bien, à cultiver son champ, le fusil à la main.

Mais ce qui peut étonner, c'est son loyalisme, son dévouement si prompt à sa nouvelle patrie d'adoption.

Ici apparaît la supériorité du Français en matière coloniale.

Il n'y a qu'en France qu'on ait dit que nous n'étions pas des colonisateurs. Nous le sommes, au contraire, dans la plus belle, la plus noble acception du mot.

Nous sommes des colonisateurs à notre manière et la France se distingue en cela des autres pays.

C'est ainsi que l'Anglais ne cherche pas à coloniser, au sens effectif du mot, les pays lointains qu'il a soumis à sa domination. Aux Indes, par exemple, où il y a 150 millions d'indigènes, il n'y a pas de colons. Après les avoir placés sous son protectorat, l'Anglais affranchit ses possessions lointaines pour demeurer lié avec elles par le négoce.

L'Allemand emploie, en matière coloniale, sa méthode habituelle en toutes choses, c'est-à-dire la manière forte. Il soumet, asservit, presse les peuplades primitives pour en tirer le maximum de rendement.

Le principal souci du Français, au contraire, n'est pas d'asservir,

ni d'exploiter, mais de collaborer avec les indigènes dont il a fait des sujets, de les rendre meilleurs, de leur procurer la liberté et le bien-être. Il s'attache, autrement dit, à les assimiler.

Que ceux qui, en vertu de principes appliqués de façon exclusive, se sont toujours opposés à notre action coloniale, aillent faire un tour au Maroc. Ils verront avec quels sentiments d'humanité l'indigène est traité, sous l'égide d'un de nos plus grands colonisateurs, le général Lyautey.

Qu'ils méditent aussi cette vérité inéluctable qu'avec ses 40 millions d'habitants, à peine, la France ne pouvait pas rester une puissance de premier rang; qu'il lui fallait, pour conserver sa place et son rôle civilisateur dans le monde, doubler au moins, par son expansion coloniale, le nombre de ses sujets.

C'est ce que de grands Français, comme Jules Ferry, avaient, dès 1881, bien compris. C'est ce que la psychologie d'un grand homme d'État allemand, Bismarck, semble avoir ignoré.

En essayant de favoriser notre expansion coloniale, l'Allemagne ne nous a pas détournés de nos préoccupations patriotiques; elle n'a pas affaibli notre armée, elle nous a implicitement encouragés dans la voie que nous devions suivre et qui nous permet, aujourd'hui, de faire figure parmi les grandes puissances.

Il semble que notre ennemie se soit aperçue de son erreur lorsqu'elle a entrepris, au Maroc, l'action déloyale dont je vous ai parlé. Mais il était trop tard. La France suivait ses destinées. Elle soulève, aujourd'hui, l'admiration du monde entier.